

F. 1999 — 3658

[C — 99/12729]

28 OCTOBRE 1999. — Arrêté ministériel portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission de suivi pour les services externes pour la prévention et la protection au travail

La Ministre de l'Emploi,

Vu la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, notamment l'article 40;

Vu l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail, notamment les articles 44 à 46;

Considérant que la Commission de suivi pour les services externes pour la prévention et la protection au travail a adopté son règlement d'ordre intérieur le 4 octobre 1999;

Arrête :

Article unique. Le règlement d'ordre intérieur de la Commission de suivi pour les services externes pour la prévention et la protection au travail, visée aux articles 44 à 46 de l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail, repris à l'annexe au présent arrêté, est approuvé.

Bruxelles, le 28 octobre 1999.

Mme L. ONKELINX

Annexe

**Règlement d'ordre intérieur
de la Commission de suivi pour les services externes
pour la prévention et la protection au travail**

CHAPITRE Ier. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent règlement, on entend par :

1° l'arrêté royal du 27 mars 1998 : l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail;

2° la Commission: la Commission de suivi pour les services externes pour la prévention et la protection au travail;

3° l'équipe d'enquête : l'équipe d'enquête visée à l'article 40 de l'arrêté royal du 27 mars 1998;

4° les membres : les personnes visées à l'article 45 de l'arrêté royal du 27 mars 1998 précité.

CHAPITRE II. — *Siège de la Commission*

Art. 2. Le siège de la Commission est établi au Ministère fédéral de l'Emploi et du Travail à Bruxelles.

Le Secrétariat de la Commission est installé dans les locaux de l'Administration de l'hygiène et de la médecine du travail.

CHAPITRE III. — *Présidence et secrétariat*

Art. 3. Les réunions de la Commission sont préparées par le président, le vice-président, le secrétaire et le secrétaire adjoint.

Ils décident de la recevabilité des demandes d'agrément, des demandes de prorogation d'agrément et des différends qui sont adressés à la Commission et en informent la Commission.

Ils veillent à ce que les dossiers qui sont adressés à l'Administration, mais qui sont de la compétence de la Commission, soient soumis à la Commission.

Le président invite les membres et, le cas échéant, les parties intéressées ou leurs représentants, dirige les débats, assure le bon fonctionnement de la Commission et la représente auprès des autorités.

En cas d'empêchement du président, il est remplacé par le vice-président.

En cas d'empêchement simultané du président et du vice-président, la réunion est présidée par un fonctionnaire revêtu au minimum du rang 13 et mandaté par le président.

Le secrétaire participe aux réunions, rédige les procès-verbaux, tient minute des avis et décisions de la Commission, en délivre expédition et assure la conservation des archives.

N. 1999 — 3658

[C — 99/12729]

28 OKTOBER 1999. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Opvolgingscommissie voor de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk

De Minister van Werkgelegenheid,

Gelet op de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, inzonderheid op artikel 40;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk, inzonderheid op de artikelen 44 tot 46.

Overwegende dat de Opvolgingscommissie voor de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk haar huishoudelijk reglement heeft goedgekeurd op 4 oktober 1999;

Besluit :

Enig artikel. Het huishoudelijk reglement van de Opvolgingscommissie voor de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk, bedoeld in de artikelen 44 tot 46 van het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk, gevoegd in bijlage bij dit besluit, wordt goedgekeurd.

Brussel, 28 oktober 1999.

Mevr. L. ONKELINX

Bijlage

**Huishoudelijk reglement van de Opvolgingscommissie
voor de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk**

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder :

1° het koninklijk besluit van 27 maart 1998 : het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk;

2° de Commissie : de Opvolgingscommissie voor de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk;

3° het onderzoeksteam : het onderzoeksteam bedoeld in artikel 40 van het koninklijk besluit van 27 maart 1998;

4° de leden : de personen bedoeld in artikel 45 van voornoemd koninklijk besluit van 27 maart 1998.

HOOFDSTUK II. — *Zetel van de Commissie*

Art. 2. De zetel van de Commissie is gevestigd in het Federaal Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid te Brussel.

Het secretariaat van de Commissie is gevestigd in de lokalen van de Administratie van de arbeidshygiëne en -geneeskunde.

HOOFDSTUK III. — *Voorzitterschap en secretariaat*

Art. 3. De vergaderingen van de Commissie worden voorbereid door de voorzitter, de ondervoorzitter, de secretaris en de adjunct-secretaris.

Zij beslissen over de ontvankelijkheid van de erkenningsaanvragen, van de verlengingen van de erkenning en van de betwistingen die aan de Commissie worden gericht en informeren de Commissie.

Zij zorgen er voor dat de dossiers die aan de Administratie gericht zijn, maar die tot de bevoegdheid van de Commissie horen, aan de Commissie worden voorgelegd.

De voorzitter roept de leden en, in voorkomend geval, de betrokken partijen of hun vertegenwoordigers op, leidt de debatten, zorgt voor de goede werking van de Commissie en vertegenwoordigt haar bij de overheid.

In geval van verhindering wordt de voorzitter vervangen door de ondervoorzitter.

In geval van gelijktijdige verhindering van de voorzitter en de ondervoorzitter wordt het voorzitterschap van de vergadering waargenomen door een ambtenaar van minimum rang 13 en gemandateerd door de voorzitter.

De secretaris neemt deel aan de vergaderingen, stelt de notulen op, houdt de minuut bij van de adviezen en beslissingen van de Commissie, verstrekt de uitgifte ervan en verzekert de bewaring van het archief.

Le secrétaire adjoint assiste le secrétaire dans l'exercice de ses missions et le remplace en cas d'empêchement.

CHAPITRE IV. — *Modalités de fonctionnement*

Art. 4. La Commission se réunit sur invitation du président ou à la demande d'au moins deux membres effectifs ayant voix délibérative.

Art. 5. L'invitation est envoyée aux membres au moins quinze jours calendrier avant la réunion.

L'invitation indique le lieu, la date et l'heure de la réunion ainsi que l'ordre du jour.

Les dossiers relatifs aux matières figurant à l'ordre du jour sont annexés à l'invitation. Exceptionnellement et en cas d'urgence, ils sont envoyés aux membres en temps utile.

Art. 6. La Commission ne décide valablement que si au moins la moitié des membres ayant voix délibérative et représentant les employeurs et au moins la moitié des membres ayant voix délibérative et représentant les travailleurs sont présents.

Toutefois, après une deuxième invitation conforme aux dispositions de l'article 5, la Commission délibère et décide valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Art. 7. Le membre effectif empêché d'assister à une réunion désigne lui-même son suppléant parmi les membres suppléants. Il en avise le président.

Un membre suppléant ne peut remplacer qu'un seul membre effectif.

Le membre suppléant qui participe aux travaux de la Commission n'a pas voix délibérative, sauf s'il remplace un membre effectif empêché.

Art. 8. La Commission décide à la majorité simple des voix des membres présents ayant voix délibérative.

En cas de partage des voix concernant une demande d'agrément ou une demande de prorogation d'agrément, le dossier est reporté à une prochaine réunion.

Le président en avise le service concerné, l'informe des problèmes et des modalités pour y remédier.

En cas de partage des voix lors d'une prochaine réunion, l'avis partagé est transmis au ministre.

Art. 9. Les membres s'engagent à ne pas divulguer les informations dont ils ont connaissance de par leur mandat.

Art. 10. Le procès-verbal de la réunion mentionne les faits et éléments sur lesquels la Commission s'est basée pour rendre son avis ou sa décision, les points de vue des membres et, le cas échéant, des autres parties concernées, ainsi que l'avis motivé ou la décision motivée de la Commission.

Art. 11. Le procès-verbal est envoyé aux membres et leur est soumis pour approbation lors d'une prochaine réunion.

CHAPITRE V. — *Modalités particulières relatives aux procédures d'agrément et de prorogation d'agrément*

Section 1re. — Demandes d'agrément

Art. 12. Le président fait examiner les dossiers afin de vérifier s'ils sont complets.

Il fait examiner le contenu des dossiers complets conformément aux dispositions de l'article 37 de l'arrêté royal du 27 mars 1998.

Il envoie aux membres le rapport de cet examen, la demande d'agrément et un inventaire des documents fournis par le demandeur.

A leur demande, les membres reçoivent une copie de tout document constitutif du dossier.

Art. 13. Lors de la réunion :

1° le dossier est présenté par le fonctionnaire chargé de la surveillance qui fait office de rapporteur;

2° le dossier complet est tenu à la disposition des membres.

Art. 14. Lorsque l'avis de la Commission est défavorable et que le demandeur applique les dispositions de l'article 39 de l'arrêté royal du 27 mars 1998, le président :

De adjunct-secretaris staat de secretaris bij in de uitoefening van zijn opdrachten en vervangt hem bij verhindering.

HOOFDSTUK IV. — *Werkingsregels*

Art. 4. De Commissie vergadert op uitnodiging van haar voorzitter of op aanvraag van ten minste twee effectieve stemgerechtigde leden.

Art. 5. De uitnodiging wordt ten minste 15 kalenderdagen voor de vergadering aan de leden gestuurd.

De uitnodiging geeft de plaats, de datum en het uur van de vergadering alsook de agenda aan.

De dossiers met betrekking tot materies die voorkomen op de agenda worden gevoegd bij de uitnodiging of worden aan de leden, per uitzondering en wegens hoogdringendheid, ten gepasten tijde overgemaakt.

Art. 6. De Commissie beslist slechts rechtsgeldig indien ten minste de helft van de stemgerechtigde leden die de werkgevers vertegenwoordigen en de helft van de stemgerechtigde leden die de werknemers vertegenwoordigen aanwezig zijn.

Na een tweede oproeping beraadslaat en beslist de Commissie evenwel geldig welke ook het aantal aanwezige leden is.

Art. 7. Ieder werkend lid dat verhinderd is een vergadering bij te wonen duidt zelf een vervanger aan onder de plaatsvervangende leden. De voorzitter wordt hiervan op de hoogte gebracht.

Een plaatsvervangend lid mag niet meer dan één werkend lid vervangen.

Het plaatsvervangend lid dat deelneemt aan de werkzaamheden van de Commissie is niet stemgerechtigd, behalve indien hij een werkend lid vervangt dat verhinderd is.

Art. 8. De Commissie beslist bij eenvoudige meerderheid van stemmen van de aanwezige stemgerechtigde leden.

In geval van staking van stemmen betreffende een aanvraag tot erkenning of een verlenging van een erkenning, wordt het dossier uitgesteld tot een volgende vergadering.

De voorzitter informeert de betrokken dienst, geeft kennis aan de betrokken dienst van de problemen en van de wijze waarop hieraan kan verholpen worden.

In geval van staking van stemmen bij een volgende vergadering wordt het verdeeld advies overgemaakt aan de minister.

Art. 9. De leden van de Commissie verbinden zich ertoe de inlichtingen waarvan zij door de uitoefening van hun functie kennis hebben gekregen, niet openbaar te maken.

Art. 10. De notulen van de vergadering vermelden de feiten en de elementen waarop de Commissie zich heeft gesteund om haar advies of beslissing te nemen, de standpunten van de leden en, in voorkomend geval, van de andere betrokken partijen, evenals het gemotiveerd advies of de gemotiveerde beslissing van de Commissie.

Art. 11. De notulen worden gezonden aan de leden en worden ter goedkeuring voorgelegd op een volgende vergadering.

HOOFDSTUK V. — *Bijzondere regels in het kader van de procedures voor erkenning en voor de verlenging van de erkenning*

Afdeling 1. — Erkenningsaanvragen

Art. 12. De voorzitter laat de aanvragen tot erkenning onderzoeken op hun onvolledigheid.

Hij laat de volledige aanvragen onderzoeken op hun inhoud volgens artikel 37 van het koninklijk besluit van 27 maart 1998.

Hij stuurt het verslag van dit onderzoek en de aanvraag tot erkenning samen met een inventaris van de documenten die door de aanvrager werden ingediend.

De leden ontvangen op hun verzoek een afschrift van elk document dat het dossier uitmaakt.

Art. 13. Tijdens de vergadering :

1° wordt het dossier voorgesteld door de ambtenaar belast met het toezicht en die de verslaggever is;

2° het volledige dossier wordt ter beschikking gehouden van de leden.

Art. 14. Indien het advies van de Commissie ongunstig is en de aanvrager de bepalingen van artikel 39 van het koninklijk besluit van 27 maart 1998 toepast :

1° transmet les objections du demandeur aux membres;

2° réunit la Commission, dans les quinze jours calendrier, afin qu'elle :

- a) entend le demandeur, éventuellement accompagné de son conseil;
- b) décide de l'opportunité de faire réaliser une enquête complémentaire par le fonctionnaire chargé de la surveillance.

Si la Commission renonce à faire réaliser l'enquête complémentaire, elle rend un avis définitif.

Section 2. — Demandes de prorogation d'agrément

Art. 15. Le président fait examiner les dossiers afin de vérifier s'ils sont complets.

Il fait examiner le contenu des dossiers complets selon les dispositions de l'article 37 de l'arrêté royal du 27 mars 1998.

Il envoie aux membres le rapport de cet examen, la demande de prorogation d'agrément et un inventaire des documents fournis par le demandeur.

Art. 16. Le président réunit la Commission afin qu'elle désigne les trois membres de l'équipe d'enquête.

Art. 17. Lors de la réunion :

- 1° le dossier est présenté par le fonctionnaire chargé de la surveillance qui fait office de rapporteur;
- 2° le dossier complet est tenu à la disposition des membres.

Art. 18. Lorsque l'avis de la Commission est défavorable et que le demandeur applique les dispositions de l'article 39 de l'arrêté royal du 27 mars 1998, le président s'en réfère aux dispositions de l'article 14 du règlement.

CHAPITRE VI. — Modalités particulières relatives à l'examen des différends

Art. 19. La partie qui saisit la Commission introduit un dossier comprenant l'ensemble des pièces relatives au différend et fournit tous les documents et renseignements complémentaires demandés par le président.

Art. 20. Le dossier transmis aux membres comprend :

- 1° la demande de saisine de la Commission;
- 2° les documents constitutifs du dossier;
- 3° le rapport d'enquête du fonctionnaire chargé de l'instruction du différend.

Art. 21. Le dossier est présenté par le fonctionnaire chargé de l'instruction du différend qui fait office de rapporteur.

Art. 22. Les parties intéressées au différend sont entendues par la Commission. La partie qui a saisi la Commission est entendue en priorité.

Les parties peuvent se faire assister d'un conseil.

CHAPITRE VII. — Modalités particulières concernant les autres missions de la Commission

Art. 23. La Commission peut créer, en son sein, des groupes de travail chargés de préparer la formulation des avis et propositions de la Commission sur les conditions d'agrément, notamment les principes de gestion de la qualité intégrale, et d'examiner les rapports annuels et financiers transmis par les services externes pour la prévention et la protection au travail.

CHAPITRE VIII. — Dispositions particulières relatives à la révision du règlement

Art. 24. La Commission peut, à l'unanimité, apporter des modifications au règlement.

Art. 25. Le présent règlement est d'application jusqu'au 31 décembre 1999.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 28 octobre 1999.

Mme L. ONKELINX

1° maakt de voorzitter de bezwaren van de aanvrager over aan de leden;

2° roept hij de Commissie, binnen de 15 kalenderdagen, bijeen opdat deze :

- a) de aanvrager hoort, eventueel vergezeld van zijn raadgever;
- b) beslist over de opportuniteit om een bijkomend onderzoek te laten uitvoeren door de ambtenaar belast met het toezicht.

Indien de Commissie geen bijkomend onderzoek laat uitvoeren geeft zij een definitief advies. Indien zij beslist het onderzoek te laten uitvoeren vergadert zij binnen de dertig kalenderdagen die volgen en geeft zij een definitief advies.

Afdeling 2. — Aanvragen tot verlenging van de erkenning

Art. 15. De voorzitter laat de aanvragen tot verlenging van de erkenning onderzoeken op hun volledigheid.

Hij laat de volledige aanvragen onderzoeken op hun inhoud volgens artikel 37 van het koninklijk besluit van 27 maart 1998.

Hij stuurt het verslag van dit onderzoek en de aanvraag tot erkenning samen met een inventaris van de documenten die door de aanvrager werden ingediend aan de leden.

Art. 16. De voorzitter roept de Commissie bijeen opdat deze drie leden van het onderzoeksteam aanduidt.

Art. 17. Tijdens een volgende vergadering :

- 1° wordt het dossier voorgesteld door de ambtenaar belast met het toezicht en die de verslaggever is;
- 2° het volledige dossier wordt ter beschikking gehouden van de leden.

Art. 18. Indien het advies van de Commissie ongunstig is en de aanvrager de bepalingen van artikel 39 van het koninklijk besluit van 27 maart 1998 toepast, beroept de voorzitter zich op de bepalingen van artikel 14.

HOOFDSTUK VI. — Bijzondere regels met betrekking tot het onderzoek van betwistingen

Art. 19. De partij die de zaak bij de Commissie aanhangig maakt, dient een dossier in met alle stukken betreffende de betwisting en bezorgt al de bijkomende documenten of inlichtingen die de voorzitter vraagt.

Art. 20. Het dossier dat aan de leden wordt overgemaakt omvat :

- 1° de vraag dat de Commissie wordt gevat;
- 2° de documenten die het dossier uitmaken;
- 3° het onderzoeksverslag van de ambtenaar belast met het onderzoek van de betwisting, en die de verslaggever is.

Art. 21. Het dossier wordt voorgesteld door de ambtenaar die belast is met het onderzoek van de betwisting en de verslaggever is.

Art. 22. De partijen die betrokken zijn bij de betwisting worden gehoord door de Commissie. De partij die de zaak aanhangig heeft gemaakt bij de Commissie wordt het eerst gehoord.

De partijen mogen zich laten bijstaan door een raadsman.

HOOFDSTUK VII. — Bijzondere regels betreffende de andere opdrachten van de Commissie

Art. 23. De Commissie kan in haar schoot specifieke werkgroepen oprichten die belast zijn met het voorbereiden van de adviesformuleringen en voorstellen van de Commissie over de erkenningsvoorwaarden, met name de principes van beheer van de integrale kwaliteit, en met het onderzoek van de jaar- en financiële verslagen die door de externe diensten worden opgesteld.

HOOFDSTUK VIII. — Bijzondere bepalingen met betrekking tot de herziening van het reglement

Art. 24. De Commissie kan wijzigingen aanbrengen bij unanimititeit.

Art. 25. Het reglement is van toepassing tot 31 december 1999.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 28 oktober 1999.

Mevr. L. ONKELINX